

**PLAIDOYER**

**GLOBAL :**

**IMPACT**

**LOCAL**

**CADRE  
STRATÉGIQUE  
ACTION SANTÉ  
MONDIALE  
2022-2027**

Objectif 2030





## CONTEXTE

Cette stratégie a été définie alors que la pandémie de Covid-19 est toujours en cours. Elle reflète ce que nous avons appris en nous mobilisant pour améliorer la réponse internationale à cette crise sanitaire mondiale. Plus de deux ans après le début de cette pandémie, il est inacceptable de constater que des inégalités criantes en termes d'accès aux vaccins ou aux traitements persistent entre les pays riches et les pays à faible revenu. L'accès aux services de santé essentiels a été très fortement perturbé, affectant particulièrement les groupes vulnérables comme les femmes, et entraînant par exemple 1,4 million de grossesses non désirées<sup>[1]</sup>. Pour la première fois depuis 10 ans, les décès dus à la tuberculose sont repartis à la hausse en raison de la pandémie qui a perturbé l'accès aux diagnostics et aux soins pour les millions de personnes touchées par cette maladie évitable et traitable. En 2020, la tuberculose a emporté 1,5 million de personnes. Cette même année, le Covid-19 a coûté la vie à 1,7 million de personnes mais a bénéficié d'une couverture médiatique sans précédent et a suscité beaucoup plus d'attention et d'investissements que la tuberculose.



**Cette stratégie a été définie alors que la pandémie de Covid-19 est toujours en cours. Elle reflète ce que nous avons appris en nous mobilisant pour améliorer la réponse internationale à cette crise sanitaire mondiale.**

À seulement 8 ans de l'échéance, il est très préoccupant de constater que les progrès pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) en matière de santé ont été freinés, d'autant plus que les projections ante pandémie indiquaient déjà certains retards. Le Covid-19 a non seulement menacé les gains durement acquis au cours des dernières décennies, mais il a aussi révélé le manque de préparation de la communauté internationale pour faire face aux urgences sanitaires. Désorganisée, sous-financée et menée selon les intérêts des pays les plus riches, la réponse globale n'a pas été à la hauteur. Alors que nous écrivons cette stratégie, près de 88% des personnes vivant dans des pays à faible revenu ne sont toujours pas vaccinées contre le Covid-19. Pour qualifier cette situation, des termes comme "apartheid vaccinal" ou "nationalisme vaccinal" ont été utilisés. Cet état de fait où des millions de personnes ne peuvent pas se protéger contre un virus tandis que d'autres le peuvent vient sérieusement questionner notre modèle de gouvernance internationale en santé, nos capacités en matière de coopération scientifique et de solidarité et le système économique mondial.



**Cet état de fait où des millions de personnes ne peuvent pas se protéger contre un virus tandis que d'autres le peuvent vient sérieusement questionner notre modèle de gouvernance internationale en santé, nos capacités en matière de coopération scientifique et de solidarité et le système économique mondial.**

<sup>[1]</sup> <https://news.un.org/en/story/2021/03/1087082>

Sur une note plus positive, la pandémie de Covid-19 a aussi permis une prise de conscience des enjeux colossaux en matière de santé mondiale au plus haut niveau politique et peut-être au-delà de la sphère "santé mondiale". Se concentrer sur la construction de systèmes de santé performants plutôt que sur une approche fragmentée est absolument essentiel pour mieux répondre aux défis sanitaires actuels et à venir. Les États ont entrepris des discussions pour renouveler et renforcer l'architecture sanitaire internationale. Des notions clés comme l'équité, le renforcement des systèmes de santé, le rôle des personnels de santé et notamment des agents de santé communautaires, et la nécessité d'une approche systémique autour de la santé planétaire sont à présent bien reconnues. Le concept de santé comme "bien public mondial" plutôt que "marchandise" fait son chemin. Le soutien au développement

de capacités de production des pays pour assurer une meilleure souveraineté sanitaire est désormais affiché comme un axe significatif de l'agenda de la solidarité internationale. En outre, les inégalités d'accès aux outils de lutte contre le Covid-19 ont entraîné une mobilisation importante d'organisations de défense des droits humains, qui appellent, elles aussi, à effectuer des changements profonds.



**Se concentrer sur la construction de systèmes de santé performants plutôt que sur une approche fragmentée est absolument essentiel pour mieux répondre aux défis sanitaires actuels et à venir**

Les avancées prometteuses de la recherche en santé, telle que la technologie ARNm, pourraient être déterminantes dans la lutte contre les maladies liées à la pauvreté, à condition qu'elles soient accessibles et abordables pour tou.te.s. Les investissements publics dans la recherche ont été essentiels pour développer les vaccins et traitements que nous utilisons aujourd'hui pour lutter contre le Covid-19. Nous devons veiller à ce que tous les futurs investissements publics en R&D répondent aux besoins de santé publique.

Compte tenu des défis considérables que représentent le changement climatique et la résistance aux antimicrobiens, il est fort probable que nous vivions une autre crise sanitaire mondiale dans les années à venir. Il convient donc d'agir pour renforcer la transparence des pratiques des entreprises pharmaceutiques, freiner la marchandisation de la santé, décoloniser l'aide publique au développement (APD) et résorber le déficit de financement de la santé dans les pays à revenu intermédiaire sortant des mécanismes mondiaux de financement de la santé. À ce titre, la stratégie d'Action santé mondiale (ASM) pour 2022-2027 s'attachera à relever deux défis majeurs : améliorer l'accès à la santé et s'attaquer aux facteurs d'injustice en matière de santé.

**À ce titre, la stratégie d'Action santé mondiale (ASM) pour 2022-2027 s'attachera à relever deux défis majeurs : améliorer l'accès à la santé et s'attaquer aux facteurs d'injustice en matière de santé.**

## NOTRE VISION

Les politiques publiques garantissent le droit à la santé pour tou·te·s.

## NOTRE MISSION

En partenariat avec la société civile, notre mission consiste à mener un plaidoyer politique <sup>[2]</sup> pour s'assurer que les politiques et les ressources s'attaquent efficacement aux inégalités en matière de santé.

## NOTRE STRATÉGIE

Cette stratégie met l'accent sur la santé en tant que bien public mondial et en tant que droit fondamental de chaque personne. Nous nous mobilisons pour que les politiques et les programmes en matière de santé donnent la priorité à l'équité et se focalisent sur les besoins des personnes les plus vulnérables. Nous voulons participer à la construction d'un monde où chacun·e a accès à des services de santé axés sur l'intérêt des personnes et des communautés.

## IDENTITÉ

Nous sommes des activistes pour la santé mondiale animés de principes forts, qui collaborent avec différents groupes de plaidoyer de la société civile.

- ▶ Nous collaborons avec les décideur·se·s politiques pour impulser les changements politiques - dans un environnement en constante évolution, nous sommes flexibles et réactifs
- ▶ Nous privilégions les résultats à la reconnaissance, mobilisés pour le changement plutôt que la visibilité de notre organisation
- ▶ Nous partons d'un prisme "santé", tout en soulignant les liens entre les différents secteurs et politiques
- ▶ Nous sommes francophones et anglophones, collaborant avec la société civile dans divers contextes

<sup>[2]</sup> Le plaidoyer politique consiste à changer les attitudes, les politiques et les pratiques des acteurs politiques en mettant en œuvre un plan stratégique réunissant la communication, les coalitions et la pression politique et publique autour d'une cause.



# COMMENT TRAVAILLONS-NOUS ?

## ANALYSE DES POLITIQUES

- ▶ Nous compilons des recherches de qualité, fondées sur des faits probants, amplifiant ainsi les voix des communautés concernées.
- ▶ Nous analysons les politiques en matière de santé mondiale à l'échelle française, européenne et internationale.
- ▶ Nous analysons les conséquences et les risques à long-terme de nos demandes politiques.

## PLAIDOYER

- ▶ Nous encourageons les changements politiques en portant nos demandes auprès des décideur·se·s politiques au plus haut niveau.
- ▶ Nous mobilisons des parlementaires pour parvenir à des changements politiques concrets.

## PARTENARIATS

- ▶ Nous développons des coalitions avec des organisations de la société civile pour la santé mondiale afin de renforcer notre plaidoyer.
- ▶ Nous soutenons et travaillons avec la société civile dans les pays francophones et anglophones.
- ▶ Nous établissons des relations de confiance avec des médias, des universitaires et autres influenceur·se·s politiques.



## REDEVABILITÉ

- ▶ Nous tenons les pays-donateurs responsables pour leurs engagements.
- ▶ Nous contrôlons et documentons les impacts des ressources et des politiques en matière de santé mondiale.

## MOBILISATION DES RESSOURCES

- ▶ Nous mobilisons des ressources financières à l'échelle nationale, régionale et internationale pour répondre aux besoins en santé mondiale.

“ **Les changements auxquels nous aspirons visent à améliorer les besoins des personnes touchées par les inégalités en matière de santé et à faire de l'équité en santé le cœur des politiques en santé mondiale.** ”

# CADRE STRATÉGIQUE 2022-2027

## INVESTIR DANS LA SANTÉ POUR TOU·TE·S...

### 1 ... POUR GARANTIR LE DROIT AUX SERVICES ESSENTIELS DE SANTÉ

- ➔ Réduire les inégalités de santé et atteindre une couverture de santé universelle.
- ➔ Renforcer les systèmes de santé publics et l'accès aux soins.
- ➔ Garantir le droit à la santé sexuelle et reproductive.



### 2 ... POUR DES DÉPENSES PLUS IMPORTANTES ET PLUS EFFECTIVES EN FAVEUR DE LA SANTÉ MONDIALE

- ➔ Atteindre l'objectif de 0,7% du RNB consacré à l'aide au développement.
- ➔ Obtenir un meilleur financement des initiatives santé mondiale proposées par les communautés locales.
- ➔ Obtenir un meilleur financement de la R&D pour les maladies de la pauvreté.
- ➔ Responsabiliser les donateurs.



### 3 ... POUR REPENSER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- ➔ Défendre une solidarité nationale qui s'appuie sur les besoins, pour une meilleure souveraineté sanitaire.
- ➔ Décoloniser l'aide au développement.
- ➔ Mettre en place un modèle d'aide au développement qui encourage la mobilisation des ressources domestiques de façon durable.



## NOURRIR ET DÉVELOPPER LES PARTE- NARIATS ...

### 7 ... POUR D'AVANTAGE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

- ➔ Aider nos partenaires à améliorer la mobilisation des ressources domestiques dans les pays prioritaires de l'aide française.
- ➔ Co-crée et mobiliser des ressources pour des projets de plaidoyer communs avec les pays du Sud.
- ➔ Ne pas circonscrire nos partenariats au domaine de la santé.



### 8 ... S'ATTAQUER AUX PRINCIPAUX DÉTERMINANTS DES INÉGALITÉS EN SANTÉ

- ➔ Explorer les nouvelles tendances en santé mondiale.
- ➔ Développer des stratégies et mobiliser des ressources pour incorporer ces tendances à notre plaidoyer (santé environnementale, digitalisation).
- ➔ Soutenir les ONG et les campagnes qui défendent des changements structurels.



### 9 ... ÉLARGIR LE CERCLE DE L'INFLUENCE DE GHA

- ➔ Établir des partenariats avec des organismes de recherche.
- ➔ Établir des partenariats avec des acteurs de la société civile mobilisés sur d'autres secteurs.



## AMÉLIORER L'ÉQUITÉ EN SANTÉ MONDIALE...

### 4 ... EN RÉÉQUILIBRANT L'ASYMÉTRIE DE POUVOIR ENTRE L'ÉTAT ET LE SECTEUR PRIVÉ

- ➔ Éviter la privatisation des services publics essentiels.
- ➔ Assurer la transparence du marché pharmaceutique.



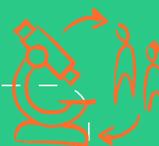
### 5 ... À TRAVERS UNE NOUVELLE GOUVERNANCE DE LA SANTÉ MONDIALE

- ➔ Se préparer aux pandémies : d'une santé mondiale sécuritaire, à une santé mondiale égalitaire.
- ➔ Défendre une architecture de la santé mondiale responsable.



### 6 ... À TRAVERS UNE R&D QUI PROFITE À TOU·TE·S

- ➔ Plaider pour des politiques de R&D guidées par les besoins en santé, et non par le marché.
- ➔ Conditionner l'accès au financement public de la R&D, pour des produits de santé accessibles à toutes et abordables.



# PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : INVESTIR DANS LA SANTÉ POUR TOU·TE·S...



## 1...pour garantir le droit aux services essentiels de santé

Nous vivons dans un monde où l'accès à la santé est inégal. Un monde où ces inégalités s'accroissent entre et au sein des pays. Un monde où la pandémie de Covid-19 a impacté les communautés autour du monde, soulignant le besoin impérieux de renforcer et d'intégrer les systèmes de santé. La tendance visant à renforcer les systèmes de santé plutôt que de se focaliser sur chaque pathologie s'est accélérée et ne devrait pas s'inverser. Pour autant, les maladies infectieuses demeurent endémiques dans de nombreux pays : plus d'un demi-million de personnes meurent encore chaque année du paludisme. Ces prochaines années, l'accent devra être mis sur le renforcement des systèmes de santé afin de fournir les vaccins et les outils nécessaires pour lutter contre les pandémies actuelles et à venir.

**Nous nous mobiliserons pour nous assurer que les gouvernements et autres parties-prenantes adoptent et mettent en oeuvre des politiques publiques cohérentes visant à répondre aux besoins de chacun·e, particulièrement les personnes les plus pauvres, vulnérables et marginalisées, tout en mettant l'accent sur la prévention et l'accès équitable aux services.**

**Nous adopterons une approche genrée pour faire en sorte que les besoins spécifiques des femmes et des filles soient priorités afin notamment qu'elles aient un accès gratuit aux droits et la santé sexuels et reproductifs, quel que soit le contexte politique des pays.**

### D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Enjoindre la France et l'Union européenne (UE) à élaborer, mettre en oeuvre et évaluer de nouvelles stratégies en santé mondiale ambitieuses et efficaces.
- ▶ S'assurer que l'offre de soins de santé primaire est priorisée pour atteindre la Couverture sanitaire universelle (CSU) et la sécurité sanitaire mondiale.
- ▶ Suivre les progrès vers l'atteinte de l'ODD 3, notamment en matière de renforcement des systèmes de santé grâce au soutien des ressources humaines en santé et à une réduction des coûts pour les usager·e·s.



## 2...pour des dépenses plus importantes et plus effectives en faveur de la santé mondiale

Alors que le Covid-19 a mis en lumière l'importance de la santé mondiale et le besoin d'investir davantage pour la santé, les investissements publics pour la santé demeurent contraints par la concurrence d'autres priorités telles que les changements climatiques, les enjeux sécuritaires et autres urgences géopolitiques comme la guerre en Ukraine.

La crise du Covid-19 et ses conséquences socio-économiques ont également fait augmenter les besoins en santé (1,4 million de grossesses non-désirées), tandis que l'essor des populismes et des nationalismes menacent les financements de la santé mondiale. Alors que la tendance chez les bailleurs est de privilégier l'APD bilatérale au détriment des fonds multilatéraux, nous continuerons de défendre ces derniers comme des canaux plus efficaces en faveur de la santé.

**Nous nous mobiliserons à la fois pour une augmentation des moyens accordés à la santé et pour un renforcement de leur impact.**

Nous assistons également à une évolution de l'aide au développement vers un paradigme plus large de gestion collective des investissements publics mondiaux. Nous avons besoin de trouver de nouvelles sources de financement pour la santé mondiale tout en préservant les mécanismes de solidarité qui agissent auprès des personnes les plus vulnérables. Cela questionne le rôle optimal de l'APD dans un contexte de besoins accrus de biens communs. Dans quels cas l'APD est-elle la plus efficace ? Comment peut-elle compléter l'effort plus global pour la mobilisation des ressources domestiques ?

### D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Assurer que l'APD française atteigne la cible de 0,7% du Revenu national brut (RNB), avec 0,1% consacré à l'APD santé.
- ▶ Maintenir des engagements politiques français et européens forts pour les fonds multilatéraux efficaces sur la santé tels que le Fonds mondial, Gavi, Unitaid, etc.
- ▶ Intensifier notre plaidoyer avec nos partenaires de la société civile pour que ces fonds renforcent leurs orientations stratégiques, leur opérationnalisation et l'appropriation par les communautés.
- ▶ Augmenter les fonds français et européens alloués à la R&D pour la santé mondiale.
- ▶ Assurer que la France et l'UE sont les figures de proue des soins de santé primaire et de l'équité grâce à leurs politiques et programmes en faveur du développement.
- ▶ Mobiliser des financements innovants nouveaux et existants en faveur du développement : augmenter le taux et l'affectation à la solidarité internationale de la taxe sur les transactions financières.



## 3 ...pour repenser la solidarité internationale

De la pandémie de Covid-19 au mouvement Black Lives Matter, il est devenu évident que de profonds déséquilibres de pouvoir persistent au sein du secteur de la santé mondiale. Devant un tel constat, une attention renouvelée s'est portée auprès des acteurs et actrices de la santé mondiale pour lutter contre les inégalités de pouvoir et favoriser une plus grande appropriation au niveau local. Malgré cette évolution, dans bien des cas, les rapports de force archaïques continuent de prévaloir et de peser dans la définition des priorités, la prise de décision, ainsi que la priorisation et la mise en œuvre d'initiatives dans les pays à revenus faibles et intermédiaires (PRFI). Le système actuel de solidarité internationale doit faire davantage pour permettre l'équité en santé de manière durable.

**En ce sens, nous nous mobiliserons en faveur d'une souveraineté sanitaire accrue au sein des pays récipiendaires de l'aide au développement international et pour que les communautés affectées soient davantage incluses dans la prise de décision dans le secteur de la santé mondiale. Nous appellerons, par ailleurs, les pays donateurs à mettre en œuvre des financements plus efficaces**

À titre d'exemple, les mécanismes multilatéraux peuvent jouer un rôle majeur en favorisant et en accompagnant le développement de capacité locale de production.

**et durables en faveur des PRFI et nous nous mobiliserons pour une mobilisation accrue des ressources domestiques pour la santé mondiale.**

### **D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :**

- ▶ Assurer que l'APD est guidée par les besoins des pays et des communautés et qu'elle ne va pas à l'encontre de leurs priorités, de leurs ressources et de leurs politiques.
- ▶ Assurer que l'APD n'est pas conditionnée par des enjeux sécuritaires ou migratoires.
- ▶ S'assurer que l'agenda en matière de souveraineté sanitaire est soutenu par la France et l'UE, afin de passer d'un modèle de charité (tel que la donation de doses de vaccins contre le Covid-19) à la construction de réelles capacités en R&D (infrastructures, équipements, production, savoir-faire et transfert de technologie).
- ▶ Assurer que les politiques des initiatives en santé mondiale évoluent de sorte à contribuer au développement de systèmes de santé plus robustes et de hubs régionaux pour le développement et la production de produits en santé.
- ▶ Assurer que le plaidoyer mené par ASM est construit à partir de l'expertise des communautés et des partenaires issus des pays dans lesquels le poids des pandémies est plus important et qu'il contribue à décoloniser le secteur de la santé mondiale.

## **PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : AMÉLIORER L'ÉQUITÉ EN SANTÉ MONDIALE...**



### **4...en rééquilibrant l'asymétrie de pouvoir entre l'Etat et le secteur privé**

**D**ans le cadre des ODD, la communauté internationale s'est accordée sur le fait que les financements publics, sous forme d'aide publique au développement, ne seront pas suffisants pour soutenir les investissements nécessaires à l'atteinte des ODDs d'ici 2030. On estime le manque de financements à environ 2.5\$tn par année dans les PRFI. Pour combler cet écart, les financements du secteur privé sont apparus progressivement comme des ressources inexploitées, voire comme des solutions miracles. En ce sens, davantage d'investissements et d'initiatives, provenant de financements publics, mêlent des fonds publics et privés (partenariats publics-privés) que ce soit dans le développement, la R&D ou le secteur de la santé mondiale. Face à cette tendance croissante, la société civile a soulevé de vives interrogations quant à la réelle efficacité de cette approche. Ces inquiétudes concernent également les conséquences que ce type de financement pourraient avoir sur la privatisation de services essentiels, notamment en santé. Étant donné l'augmentation considérable du prix des nouveaux médicaments, notamment pour le cancer, l'hépatite C et autres maladies rares, AMS s'est mobilisé pour davantage de transparence du secteur pharmaceutique.

**Nous travaillons ainsi à améliorer la traçabilité des financements publics pour la recherche et le développement, afin de garantir des prix plus justes pour les produits de santé.**

Par ailleurs, la pandémie de Covid-19 a remis en lumière des déséquilibres de pouvoir notoires entre les représentant·e·s élu·e·s et l'industrie pharmaceutique. Malgré de larges subventions publiques allouées à la R&D pharmaceutique, les administrations publiques ont dû négocier les prix des vaccins et le calendrier de production dans l'opacité la plus totale, ce qui a abouti à des manquements préoccupants aux contrats. Il est primordial que la crise sanitaire mondiale que nous traversons serve de précédent et donne la capacité aux gouvernements de renforcer leur pouvoir de négociation. Alors que les politiques ont graduellement appelé à faire de la santé un bien public mondial, ces discours n'ont pas été suivis d'actions concrètes. La confiance des citoyen·ne·s européen·ne·s dans nos gouvernements et nos institutions est pourtant directement liée à la transparence et la redevabilité des financements publics. Il est donc d'autant plus impératif de renforcer le rôle de surveillance des organisations de la société civile, et de diminuer l'opacité qui règne dans les relations entre les industries et nos gouvernements.

**Ainsi, nous nous mobiliserons pour que les politiques publiques de nos gouvernements n'encouragent pas la privatisation des services publics essentiels en matière de santé, et nous combattons les déséquilibres de pouvoir entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique.**

### D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Assurer qu'au sein de leurs politiques de développement, l'engagement de l'UE et de la France avec le secteur privé est subordonné au respect de conditions fiscales et sociales robustes.
- ▶ Assurer que les banques de développement et les mécanismes de financement du développement adoptent des dispositions et garantissent des conditions claires pour éviter la privatisation des services essentiels publics.
- ▶ Examiner les partenariats publics-privés de l'UE et de la France qui mêlent fonds publics et privés et surveiller leurs impacts sur la santé des populations les plus vulnérables (PROPARCO, l'initiative de l'UE sur la santé mondiale, etc).
- ▶ Assurer que l'UE et la France introduisent des politiques qui promeuvent la transparence dans leurs relations avec l'industrie pharmaceutique (garanties concrètes pour améliorer la transparence des coûts en R&I et des prix des outils médicaux).
- ▶ Assurer que les politiques de R&I de l'UE et de la France répondent aux besoins sociétaux plutôt qu'aux intérêts de l'industrie pharmaceutique.
- ▶ Assurer que les gouvernements appellent à de meilleures régulations publiques et davantage de redevabilité du secteur pharmaceutique afin que les soins et produits de santé deviennent réellement des "biens communs".



## ...à travers une nouvelle gouvernance de la santé mondiale

Deux ans après le début de la pandémie, les chiffres disponibles remettent sérieusement en question notre modèle de gouvernance mondiale de la santé et la pertinence des cadres internationaux actuels de coopération et de recherche pour faire face aux crises. La communauté internationale a été incapable de s'accorder au sujet des dérogations aux accords ADPIC pour lever les droits de propriété intellectuelle sur les technologies développées, au détriment de l'accès des pays à faible revenu aux outils de lutte contre le Covid-19.

De la défiance des États-Unis à l'égard de l'OMS sous l'administration Trump, à la mise à l'écart des pays du Sud dans des mécanismes internationaux tels qu'ACT-A (dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le Covid-19), la crise du Covid-19 a soulevé la question suivante : l'architecture de la santé mondiale actuelle est-elle adaptée à son objectif ? Par ailleurs, les initiatives de financement se multiplient. Cela pose un sérieux problème de fragmentation qui entraîne une fatigue croissante des donateurs, et la montée en puissance du secteur privé dans le financement de la santé mondiale. In fine, qui est légitime, qui régule, et qui décide, face à l'urgence sanitaire internationale ? Le système des Nations unies est-il définitivement en panne, ou peut-il être réparé ? Nous voulons une réforme de l'architecture de la santé mondiale au niveau international, régional et interrégional. Nous souhaitons améliorer sa cohérence et sa coopération avec l'ensemble des secteurs et des politiques publiques qui auront un impact sur la santé (commerce, climat, numérique).

**Nous nous mobiliserons pour que les institutions aient à la fois le pouvoir et la responsabilité de répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Nous nous mobiliserons pour que l'OMS joue un rôle plus important dans la santé mondiale, et pour un accord portant sur la prévention et la réponse aux épidémies qui soit équitable.**

### D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Défendre des réformes au sein de l'OMS, qui permettront d'en faire un forum plus inclusif et plus démocratique, assurant une gouvernance technique et politique de la santé mondiale.
- ▶ Assurer une gestion inclusive et établir des priorités pendant les pandémies : l'équité doit être au cœur des discussions concernant le nouvel accord sur les pandémies et la révision du Règlement sanitaire international.
- ▶ Aider à redéfinir le leadership de la santé mondiale, y améliorer la représentation des pays à revenus faibles et intermédiaires, et encourager le développement d'organisations régionales de santé (Africa CDC, AVAT, etc.).
- ▶ Documenter et développer l'approche « La santé dans toutes les politiques » (HIAP) et dénoncer l'ensemble des politiques publiques qui compromettent la santé.



## ...à travers une R&D qui profite à tou·te·s

L'aide publique à la R&D biomédicale couplée à la nécessité de maximiser son impact social est un enjeu crucial qui bénéficie d'une attention politique croissante depuis la crise du Covid-19. En effet, dès le début de la pandémie, des fonds publics importants ont été accordés à l'industrie pharmaceutique pour développer les médicaments et dispositifs médicaux nécessaires à la lutte contre la maladie.

Selon les estimations, ces fonds publics ont représenté 92% de l'ensemble des investissements aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Canada, et au sein de l'Union Européenne. Au vu de l'implication colossale des États, nous appelons les institutions européennes et les gouvernements à incorporer des garanties collectives comme conditions pour bénéficier de ces aides : transparence concernant les aides publiques reçues, caractère accessible et abordable de l'innovation, licences non exclusives pour l'exploitation du produit final.

De cette manière, nous pourrions nous assurer que les fonds publics pour la R&D biomédicale répondent aux objectifs de santé publique, et que la R&D développée par les fonds publics est rendue disponible, abordable et accessible à ceux qui en ont besoin.

### D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Assurer que l'UE impose des conditions à l'obtention d'un financement public de la recherche biomédicale. Les bénéficiaires de ces aides devront souscrire aux principes d'accès, d'effectivité, d'abordabilité et de disponibilité des produits de santé. Les mêmes principes devront être au cœur des initiatives européennes suivantes : l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) et l'Initiative en matière de santé innovante (IHI).
- ▶ Se mobiliser pour que la France investisse dans des mécanismes visant à promouvoir l'accès aux produits de santé et le partage des résultats de la recherche scientifique au sein des pays à revenus faibles et intermédiaires.
- ▶ Assurer que l'UE est capable de mesurer l'impact social de ses politiques de R&D, et qu'elle dispose des outils nécessaires pour les améliorer lorsque nécessaire.
- ▶ Assurer que la révision de la législation pharmaceutique européenne priorise les besoins de santé publique, assure une transparence de la R&D et améliore l'accessibilité des médicaments.
- ▶ Rendre les données de la R&D pharmaceutique en France disponibles, conditionner les aides publiques à l'effort de R&D et les indexer aux objectifs de santé publique.

## PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : NOURRIR ET DÉVELOPPER LES PARTENARIATS ...



### 7 ...pour davantage de coopération internationale

**N**ous tirons parti de notre appartenance à un large éventail de réseaux et de coalitions travaillant dans le domaine de la santé mondiale et de la solidarité internationale. En tant que membre fondateur d'ACTION, un partenariat international pour la santé mondiale, nous collaborons avec des organisations de pays à revenu faible, intermédiaire et élevé afin de comprendre les facteurs et causes profondes des inégalités en santé dans le monde.

**Nous donnerons la priorité à notre engagement avec les organisations de la société civile (OSC) de différents secteurs et provenant de pays à revenu faible et intermédiaire.**

## D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Tirer profit de ses partenariats pour dialoguer avec diverses communautés, en veillant à ce que son plaidoyer soit ancré dans les réalités de ceux et celles qui vivent dans des endroits où les systèmes de santé sont fragiles et où l'accès est limité.
- ▶ Co-crée et mobiliser des ressources pour des projets de plaidoyer conjoints avec des partenaires des pays du Sud.
- ▶ Soutenir ses partenaires dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et de plaidoyer afin d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources domestiques pour la santé dans les pays prioritaires.
- ▶ Soutenir les réseaux de dirigeant.e.s d'OSC dans les pays à revenu faible et assurer leur participation à l'élaboration des politiques mondiales et régionales.



## 8 ...s'attaquer aux principaux déterminants des inégalités en santé

Nous vivons dans un monde interconnecté et en évolution rapide, où les enjeux et les contextes sont profondément liés. Nous constatons l'existence de multiples déterminants de crise, ce qui nécessite une réponse coordonnée par tous les acteurs et actrices. Les crises entrecroisées auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui – notamment celles du climat et des inégalités – ont de graves conséquences sur la santé humaine et le bien-être collectif. Notre monde numériquement connecté offre à la fois des opportunités et des défis pour la santé mondiale.

## D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Développer des stratégies, mobiliser des ressources et établir de nouveaux partenariats pour répondre aux enjeux et aux tendances qui influencent la santé mondiale (par exemple, la crise environnementale ou la numérisation).
- ▶ Soutenir les ONG et les campagnes qui travaillent pour faire face aux changements structurels.



## 9 ...pour élargir le cercle d'influence de GHA

Influencer les changements politiques diffère de ce qu'il était il y a 10 ans. La large utilisation des réseaux sociaux pour façonner les décisions politiques a radicalement changé la scène politique. Nous envisageons donc de nous tourner vers de nouveaux partenariats et de nouvelles cibles pour influencer le changement sociétal. Avec les crises alimentaires, climatiques et sanitaires entrecroisées, les changements structurels et systémiques sont devenus la demande prioritaire de la société civile.

**Des partenariats plus vastes entre plusieurs acteurs et secteurs seront poursuivis par ASM afin d'élargir ses messages.**

## D'ICI 2027, ASM VEILLERA À :

- ▶ Solliciter des partenaires au-delà du secteur de la santé mondiale et créer des coalitions intersectorielles de la société civile.
- ▶ Étendre sa communication d'influence en recherchant de nouveaux partenariats avec des influenceu·r·se·s présent·e·s sur les réseaux sociaux.
- ▶ Développer des partenariats avec des chercheu·r·se·s, des think-tanks et des universitaires afin d'élaborer un portefeuille de recherche et les former au plaidoyer politique.

## LISTE DES ACRONYMES :

**ACT-A** : Access to Covid-19 Tools Accelerator, un dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le Covid-19

**ADPIC** : Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

**Africa CDC** : Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies

**APD** : Aide publique au développement

**ASM** : Action Santé Mondiale

**AVAT** : African Vaccine Acquisition Trust

**CSU** : Couverture sanitaire universelle

**HERA** : Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire

**IHI** : Initiative en matière de santé innovante

**ODD** : Objectifs de développement durable

**OMS** : Organisation mondiale de la santé

**ONG** : Organisation non-gouvernementale

**OSC** : Organisations de la société civile

**PRFI** : pays à revenus faibles et intermédiaires

**R&D** : Recherche et développement

**R&I** : Recherche et innovation

**RNB** : Revenu national brut

**UE** : Union européenne



**PLAIDOYER**

**GLOBAL :**

**IMPACT**

**LOCAL**



# CADRE STRATÉGIQUE ACTION SANTÉ MONDIALE 2022-2027

Objectif 2030

## BUREAUX PARIS

 176 rue du Temple,  
75 003 Paris

 +33 9 81 85 33 16

 [info@ghadvocates.org](mailto:info@ghadvocates.org)

 **Site internet :**

<https://www.ghadvocates.eu>

<https://www.actionsantemondiale.fr>

 **Twitter :**

GHAFrance

GHABrussels

## BUREAUX BRUXELLES

 Mundo J  
Rue de l'Industrie, 10  
1000, Brussels

 +32 (0) 2 669 42 56